



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-perversion-ideologique-du>

RÉFLEXIONS

La perversion idéologique du libéralisme

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2004 - N° 1044 - juin 2004 -

Date de mise en ligne : lundi 6 novembre 2006

Date de parution : juin 2004

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

En envoyant le texte ci-dessous, son auteur, se rappelant ses espoirs de jeunesse, ceux de mai 68, nous a écrit qu'il « exprime une opinion qui n'engage que moi mais nous concerne tous ».
Nous l'accueillons avec plaisir :

En mai 68, j'avais alors 18 ans, un slogan m'a interloqué : « nous ne voulons plus d'un monde où le risque de ne pas mourir de faim s'échange contre celui de mourir d'ennui ». Je me demande ce que l'auteur de cette pensée écrirait aujourd'hui, où non seulement nous risquons de mourir d'ennui parce que nous n'avons plus de travail, mais également de faim. Dans l'antiquité les personnes indésirables étaient exilées ; dans notre monde moderne, toute une catégorie de la population est exclue, simplement parce qu'elle est "en trop".

Aurions-nous à ce point régressé depuis la Rome antique ?

Quelle perversion a fait que l'homme en soit arrivé à rejeter ses semblables comme des mouchoirs en papier ? Depuis un quart de siècle, c'est-à-dire rien à l'échelle d'une nation, nous assistons en direct à la transformation de nos sociétés. Nous en sommes autant spectateurs, acteurs, que victimes. Nous sommes passés d'une société rigide, sclérosée, figée dans ses principes, à une société "cassée" idéologiquement, ce qui a généré des conséquences inédites dans l'évolution du rapport de forces social.

C'est en partie à cause de cette cassure, de cette faiblesse dans la cuirasse des mentalités, que des dogmes centenaires ont été remis en cause. C'est grâce à cette cassure, providentielle pour quelques uns, qu'une autre forme de pensée a pu s'imposer comme une idéologie de remplacement. Cette transformation des valeurs en une idéologie libérale, qui ne fait référence qu'au marché, est le véritable symbole de la réussite des théoriciens et des détenteurs du capital. Dans l'ombre des cénacles, ce groupe bien particulier attendait son heure de gloire. Ils surent par un lent et méthodique travail de préparation [1], de sape des institutions, faire advenir ce qui les rendrait prospères. Comme un virus à l'oeuvre, ils ont fait travailler pour eux l'organisme social ; et comme un cancer généralisé, phagocyter les partis, les syndicats et l'esprit citoyen. Les crises, ou plutôt les "situations" de crise qui ont suivi, avaient déjà leurs remèdes car, en bons médecins, ces financiers des temps nouveaux avaient acquis la science de la manipulation qui, à la fois, introduit la maladie et la soigne à sa façon. De sorte que le combat, un instant orienté vers plus de justice et d'équité, vers un autre système économique, vers une civilisation plus fraternelle, où la richesse serait devenue un bien de répartition, ce combat était perdu d'avance.

Ces "bâtisseurs" ont ainsi construit le néolibéralisme qui occupe aujourd'hui notre quotidien, et, dans la foulée, l'uniformisation d'une politique et d'une économie "acceptables", reprises plus tard sous l'appellation de mondialisation, c'est à dire l'instauration de la précarité comme loi naturelle, et l'oblitération des consciences comme évolution de notre perception cognitive. Je dirais presque comme une mutation allant de soi, le postulat de départ étant l'état de coma de notre libre arbitre. Comme Pascal disait « la nature a horreur du vide », nous disons aujourd'hui « la mentalité humaine ne peut pas se passer du profit », et tous ceux qui osent dire le contraire sont de gentils utopistes. Tel est le résultat d'une logique froide et implacable qui a fait ses preuves. Les hommes avaient perdu la foi, ils l'ont retrouvée : nous adorons à nouveau le "veau d'or" ! Ce travail de reconquête fût sans doute laborieux, il demandait de la finesse pour solidifier le terrain d'où allaient essaimer les nouveaux pouvoirs décisionnels.

Mais comment ces pouvoirs se sont-ils mis en place ? Je voudrais revenir un peu en arrière et rouvrir une page d'histoire. Rappelons-nous : au sortir de la seconde guerre mondiale, un certain nombre de grandes institutions internationales sont nées de la volonté de tenir compte de l'expérience dramatique des conflits qui avaient embrasé le monde durant la première moitié du XX^{ème} siècle. Les accords de Bretton Woods donnaient ainsi naissance au Fonds Monétaire International (FMI), à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) qui allait financer la reconstruction de l'Europe (Plan Marshall) et devenir ensuite la Banque Mondiale. Dans la foulée, les États membres de ce nouvel ensemble signaient, en 1947, un Accord général dénommé GATT [2].

Au-delà de ce foisonnement institutionnel, il faut bien comprendre les leçons de l'entre-deux-guerres qui fut une période de montée des nationalismes et d'exacerbation des tensions mercantilistes... L'économie de guerre de l'Allemagne nazie était une économie d'autarcie, qui refusait l'échange pour ne pas dépendre de ceux qu'elle se préparait à attaquer. Cette économie de guerre et de fermeture a, certes, donné de l'emploi aux Allemands... mais à quel prix ! C'est bien pour cela que l'argument de la politique de l'emploi est ambigu, notamment lorsque les politiciens disent que l'emploi doit être la préoccupation majeure de toute politique : il n'y a pas de chômage dans une prison et le chômage était interdit et réprimé en Union Soviétique. On peut donner de l'emploi en demandant à des individus de creuser des trous, puis à d'autres de les reboucher. En occupant ainsi les gens par de faux emplois, on gaspille leur temps. Combien de trous sont aujourd'hui ainsi rebouchés ? Un tel contexte de fragmentation de l'espace international ne pouvait que dégénérer en conflit. Ce qui a permis d'en déduire que le monde serait d'autant plus pacifié et civilisé que les pays seraient ouverts aux échanges. Et c'est dans cet esprit que les accords du GATT avaient pour objectif de promouvoir le "libre-échange". Alors que, dans un monde vraiment libéral, de telles organisations ne devraient pas exister, puisque ces administrations internationales financées par des fonds publics sont le résultat de la volonté des dirigeants de "réguler" l'économie. Or, selon cette idéologie, ce sont les échanges qui régulent l'économie et font en sorte que les intérêts forcément contradictoires des uns et des autres (acheteurs et vendeurs, salariés et entrepreneurs, prêteurs et emprunteurs, exportateurs et importateurs) se transforment en équilibres (entre offres et demandes)... Ce qu'il faut comprendre c'est l'importance de la notion de peur d'un conflit mondial, peur presque atavique tellement ce conflit serait destructeur. Alors on nous fait croire qu'il n'y a pas d'alternative, que le monde ne sera en paix que s'il est "libéral", que le libéralisme, c'est la civilisation. Et c'est ainsi que, pour beaucoup de nos contemporains, le libéralisme est étroitement associé aux valeurs de paix et de civilisation. Sacré tour de prestidigitation !

Ainsi ont été introduits les leviers qui allaient ouvrir toutes les portes de commandement. Et ce fut l'application d'un autre remède, génial, le recours à un ordre, celui des conseillers et des experts, le placement des bonnes pièces aux bons endroits avec un discours édifiant, oh ! combien : l'homme trouve son juste prix sur le marché ; le meilleur moyen de réduire le nombre d'indigents est de ne pas les secourir ; si les pauvres savent qu'il leur faut travailler pour ne pas mourir de faim, ils travaillent ; si des hommes jeunes savent qu'ils n'auront pas de secours dans leur vieillesse, ils économisent ; si les vieillards savent qu'ils auront besoin de leurs enfants, ils tâchent de s'en faire aimer, etc. Nous touchons là au ressort subliminal de la peur du conflit dans un système capitaliste, celui de perdre la "liberté" du libre échange. Les loups étant dans les bergeries à l'insu du plein gré des moutons, la représentation peut commencer ! Ce qui explique mon petit détour historique.

Je ne suis pas certain que survienne, dans un quart de siècle, l'effondrement du capitalisme et de sa philosophie libérale, et que revienne une période d'innovations brillantes et éclatantes, préfigurant les fastes d'une renaissance lumineuse, fraternelle, humaniste et équitable. Mais le doute est permis et j'entretiens l'espoir de me tromper. Car, sur tous les fronts, ce qu'on voit c'est une autre révolution, celle de l'information, qui change le tissu, le rythme et la substance de la vie. Alors qu'il faudrait déjà penser en termes de démocratie anticipative, quand l'histoire et l'avenir se télescopent aussi rapidement, et nous parlons à peine de démocratie participative. On ne peut plus se borner à la simple observation des événements, nous avons besoin de cadres prévisionnels, adaptés au super combat qui s'intensifie.

La perversion idéologique du libéralisme

Je ne crois pas que nous assisterons à la reprise d'un drame révolutionnaire entraînant les masses, ni même au renversement des élites dont le terrorisme serait le catalyseur. Nous assisterons, peut être, à une nouvelle forme de résistance visible ou invisible, parfois clandestine, éparpillée en mille îlots sur de multiples lieux, intervenant sur différents plans, sans doute pendant des années, petit à petit, pour réveiller de son coma traumatique la conscience citoyenne. Un combat a été perdu mais pour certains une guerre continue...

Post-scriptum :

... et justement, la prochaine bataille, programmée, est celle des élections européennes, puisqu'il est hors de question que le projet de Constitution établi par la Convention présidée par VGE soit adopté avant le 13 juin. Mais même si la Constitution n'entre en vigueur que dans cinq ans, elle sera si lourde de conséquences qu'il importe de connaître la position des candidats députés que nous allons élire au Parlement européen car ils auront, peut-être, au moins, un mot à dire sur l'avenir de l'Union européenne. Nous avons donc sélectionné les points les plus importants du projet, estimant essentielles les réponses aux questions qu'ils soulèvent. Avant de faire leur choix, nos lecteurs peuvent donc soit soumettre directement ce questionnaire aux candidats de leur région, ou, sinon, se faire une idée plus précise de leur option d'après la profession de foi qu'ils affichent. Car sur chaque point, une des options proposées dans ce questionnaire nous semble conduire à ne pas voter pour celui qui la choisit. Mais c'est à chacun d'en juger.

[1] NDLR : Lire à ce propos un petit livre, que nous avons déjà cité dans notre étude sur la monnaie : "Les évangélistes du marché", de Keith Dixon, éd. Raisons d'agir (1998).

[2] NDLR : GATT = General Agreement on Tariffs and Trades = Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.